



HAL
open science

Face au Putsch

Marc Coppin, Trogneux Alain

► **To cite this version:**

Marc Coppin, Trogneux Alain. Face au Putsch. Raphaëlle Branche; Sylvie Thénault. Raphaëlle Branche; Sylvie Thénault. La France en Guerre, 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance, Paris, AUTREMENT, 2008,, AUTREMENT, pp. 215-219, 2008, 9782746711853. halshs-04143095

HAL Id: halshs-04143095

<https://shs.hal.science/halshs-04143095>

Submitted on 27 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Face au Putsch

Marc Coppin, correspondant du Pas-de-Calais

et

Alain Trogneux, correspondant de la Somme

La tentative de putsch d'avril 1961 a suscité en France de nombreuses réactions. Pour la troisième fois, après mai 1958 et « la semaine des barricades » de janvier 1960, la guerre d'Algérie a fait vaciller le pouvoir en place et entraîné une grave menace à l'encontre de la République.

Les journées du 22 au 25 avril 1961 ont suscité des réactions officielles, politiques, militantes, populaires, émotionnelles... Les canaux de diffusion des événements ont été très nombreux : informations radiophoniques, journaux, tracts, bouche à oreille, mais aussi comités (re)constitués pour l'occasion, syndicats, partis, allocutions du général de Gaulle. Cette multiplicité des réactions témoigne-t-elle d'un sentiment partagé que la République était en danger ?

Une mobilisation de guerre

Face à l'insurrection d'Alger, on assiste généralement à une véritable mobilisation de guerre. Stupéfaction et colère dominent l'opinion publique. La presse locale des départements étudiés pour cette étude est très sévère avec les putschistes¹. *Ouest-France* y voit « une aberration » ; *L'indépendant de l'Ouest* estime que « la révolte militaire a eu la fin que mérite toute entreprise de ce genre » ; *Le Courrier de la Mayenne* préfère y voir un « acte de désespoir », et *Le Courrier picard* une « folle équipée ». Pour qualifier l'OAS, on parle d'assassins, de folie meurtrière, d'inconscients... De Gaulle est présenté comme un héros guerrier, un sauveur, le plus illustre des français. Que de grands mots utilisés, reflétant cette sensation de catastrophisme !

Beaucoup de mesures préventives sont prises par les préfets dans la plupart des départements. Ainsi, en Mayenne, protection des points sensibles, notamment l'aéroport, patrouilles discrètes auprès des résidences de certaines personnalités séjournant dans le département, dont Robert Buron, ministre des Transports et Louis Terrenoire, ministre de l'Information, surveillance renforcée des étrangers, perquisition chez les pro-putschistes dans l'Orne, mesures de protection des terrains d'aviation et de la préfecture ; dans le Calvados, organisation d'un système de protection des bâtiments publics, aéroport de Caen bloqué par des autobus ; *idem* dans la Somme où le préfet fait neutraliser tous les aérodromes, y compris celui attribué à l'OTAN.

On assiste à la reconstitution des Comités antifascistes et de défense des libertés républicaines, mais aussi à la naissance de comités dans les villes jusqu'alors peu touchées, comme Fougères, Saint-Malo, Combourg en Ille-et-Vilaine, Albert et Montdidier dans la Somme, et également, à l'envoi massif de télégrammes de soutien au chef de l'État de la part des conseils généraux et municipaux. Ainsi Jacques Vendroux, maire de Calais et beau-frère du Général, lui adresse le 23 avril le télégramme suivant : « Administration municipale Calais, convaincue de refléter les sentiments de l'immense majorité de la population de la ville, vous prie de croire à son respectueux dévouement comme à l'indéfectible attachement qu'elle porte à tout ce que vous représentez. » Les syndicats enseignants, SNI et FEN, s'engagent solennellement le même jour à s'opposer à la grève générale à tout coup de force.

¹ Treize départements ont répondu à l'enquête : Somme, Loir-et-Cher, Ille-et-Vilaine, Manche, Mayenne, Orne, Calvados, Seine-et-Oise, Eure, Pas-de-Calais, Cher, Sarthe et Hérault.

Beaucoup de motions sont envoyées et un comité anti-OAS se constitue même parmi les soldats du 5^e RI stationné à Blois.

Des arrêts de travail sont très suivis le 24 avril, où la tension est vive. Il s'agit bien du pic d'intensité de l'émotion sur toute la période, avant février 1962 et le drame du métro Charonne. Le soutien au Général est total, et la crainte pour la République réelle. Les manifestations sont de grande ampleur : 25 000 manifestants à Rennes (c'est le chiffre le plus important dans cette ville pendant toute la guerre d'Algérie), 2500 à Fougères, 300 à Saint-Malo, 4000 à Laval, 500 à Mayenne... Aux associations et syndicats traditionnels s'ajoutent à Calais l'obédience maçonnique du Grand Orient de France et l'organisation spontanée de milices d'autodéfense UNR composées principalement de médaillés militaires. EN solidarité avec le Général, le groupe UNR de la ville exprime son inquiétude sur un ton pathétique qui n'est pas sans rappeler celui avec lequel le Premier ministre Michel Debré invitait les Français à barrer la route aux parachutistes putschistes dont on attendait la venue sur Paris :

Depuis lundi matin, des groupes de défense, formés de militants et de membres de l'UNR, ont été organisés dans toute la ville et sont en permanence à la disposition de la force publique pour effectuer toutes les tâches de surveillance ou éventuellement de soutien dont celle-ci pourrait avoir besoin [...] C'est pourquoi l'UNR, soucieuse de renforcer l'organisation de ses groupes, invite les Calaisiens de bonne volonté, qui ont déjà manifesté le désir de soutenir la politique et l'action du général de Gaulle : soit à venir s'inscrire [...] en indiquant : nom, prénom, adresse, âge, numéro de téléphone, s'il y a lieu, moyen de transport disponible tels que vélomoteurs, automobiles... Calaisiens : aidez le général de Gaulle².

« Le fascisme militaire ne passera pas » est un slogan récurrent. Les fédérations socialistes du Nord et du Pas-de-Calais « appellent leurs militants et tous les républicains et les démocrates à se considérer comme en état d'alerte³. Le 26 avril encore, partis et syndicats multiplient les appels à la vigilance, quand bien même le danger d'une action militaire rebelle contre la métropole semble s'éloigner.

Après le putsch, une série de perquisitions a lieu, en mai, dans les milieux populaires, la mouvance monarchiste, chez les officiers d'active et de réserve. La police recherche des dépôts d'armes – notamment dans la Mayenne et dans la Somme. Une circulaire secrète d'attestations préventives dans les différents mouvements d'extrême-droite existait déjà au cabinet du préfet du Pas-de-Calais. EN Seine-et-Oise, des services d'ordre et des rondes sont organisées par les cellules et les mairies communistes par peur des plasticages OAS.

La gauche ne mobilise presque personne dans la Manche, et ce, même lorsqu'elle a le soutien du MRP, comme c'est le cas en décembre 1961. De même, dans la Sarthe, il n'y a pas d'union dans les appels à constitution de comités antifascistes lancés par le PCF, le PSU, la CGT-FEN et le Mouvement de la Paix. Certains verront le jour sous l'impulsion des enseignants de la FEN et du SGEN à la Flèche. La gauche non communiste, elle, forme un Comité de défense de la République.

Par ailleurs, il semble bien qu'à chaque événement important les mêmes comités ressurgissent, la plupart du temps à l'initiative du Parti communiste ou de la CGT. LA durée de vie de ces comités est assez courte, hormis le groupe qui gravite autour du Mouvement de la Paix, mais où on trouve toujours les mêmes militants communistes. On les retrouve encore en 1962, en réaction aux actes de l'OAS, au moment des pourparlers en vue des accords d'Évian, à l'occasion du procès du général Salan en mai et même en août, à l'occasion de l'attentat du Petit-Clamart⁴.

² *Nord Littoral*, 26 avril 1961, p. 2.

³ Une de *Nord Matin*, 24 avril 1961.

⁴ C'est notamment le cas à Amiens.

Peut-on pour autant estimer que, pour la majorité des Français, la République est en danger en avril 1961 ? La comparaison avec mai 1958 et janvier 1960 est assez éclairante.

Lors du 13 mai 1958, le sentiment était à la dramatisation face à une situation très confuse où cohabitaient finalement trois pouvoirs : le pouvoir légal à Paris, le pouvoir insurrectionnel à Alger et un pouvoir moral à Colombey-les-Deux-Églises. LA réaction à l'événement fut assez limitée. Au-delà d'une certaine unité de façade par la constitution de Comités antifascistes et de défense républicaine, on retrouvait surtout les adhérents du PCF, de la CGT, du Mouvement de la Paix, de la Ligue des droits de l'homme. Des comités de défense des institutions démocratiques et parlementaires ont certes rassemblé SFIO, FEN, MRP, CFTC, radicaux socialistes, UGS..., mais leur action n'a pas dépassé le cadre de réunions à la Bourse du travail, de diffusion de tracts, d'appels à la grève. Rien de bien spontané, car les émetteurs étaient politiques ou syndicaux. Ici où là, en Mayenne ou dans la Somme, on vit aussi apparaître des slogans à la peinture sur les murs ou sur les routes : « Vive Massu, Algérie française... »

Cette unité de mouvement fut pourtant éphémère et sporadique. Les réactions de défense de la gauche aux événements du 13 mai ont été brèves. La solution gaulliste s'est imposée aux Français dès la seconde quinzaine de mai, et il y eut beaucoup de scepticisme par rapport aux manifestations lancées par les syndicats. Le préfet de la Somme résumait ainsi la situation : « Les picards font confiance au général de Gaulle⁵. » On pourrait aussi reprendre la formule d'André Malraux dans une conférence de presse tenue fin juin 1958 : « Il y a des hommes qui souhaitent la République sans de Gaulle et d'autres de Gaulle sans la République, mais la majorité souhaite des deux ensemble⁶. »

En comparaison, les événements d'Alger du 24 janvier 1960 provoquèrent un mouvement général de réprobation, avec une émotion palpable et un unanimisme total derrière le général de Gaulle. Les comités antifascistes furent réactivés – en Loir-et-Cher, en Ille-et-Vilaine, dans la Somme, la Manche et le Pas-de-Calais. Des télégrammes de soutien furent envoyés massivement au chef de l'État de la part des conseils généraux, des mairies ou des parlementaires⁷. La menace des ultras d'Algérie se fit davantage sentir, les partis de gauche réclamant des mesures énergiques. La grève du 1^{er} février 1960 en soutien à de Gaulle fut très suivie. Mais il s'agissait d'une grève de protestation d'une heure. À noter surtout la mobilisation dans le secteur public avec EDF, GDF, les enseignants, les postiers et les cheminots, mobilisation limitée dans le secteur privé à quelques entreprises industrielles. Il n'y eut pas de manifestation d'ampleur durant cette période.

Un pas supplémentaire semble bien avoir été franchi en avril 1961 et l'opinion le ressent, pour qui la République est bien en danger. La confiance en de Gaulle demeure. Dans les départements étudiés, on pourrait résumer la situation par ces formules : les libertés sont « sauvées » par de Gaulle en 1958, « merci à de Gaulle » en janvier 1960 et, en avril 1961, « le fascisme ne passera pas » grâce à de Gaulle.

⁵ Archives départementales de la Somme, 21W1*, rapport du préfet, 31 mai 1958.

⁶ Conférence de presse du 24 juin 1958, cité dans Philippe Nivet, « D'une République à l'autre », *Bulletin de l'IHTP*, n°79, 2002.

⁷ Des informations ont été recueillies sur ce point dans l'Orne, en Mayenne, dans la Somme ou dans la région Nord-Pas-de-Calais.